Sommaire

Préambule

I. LE QUARTIER
  1. Carte du territoire prioritaire ..................................................................................................................................................4
  2. Données emploi .......................................................................................................................................................5
  3. Atouts et faiblesses du quartier ........................................................................................................................5
  4. Carte de localisation des ressources du quartier (acteurs, équipements...) .................................................................6

II. LES ENJEUX PRIORITAIRES POUR LE QUARTIER ........................................................................8

III. LES ENGAGEMENTS COMPLÉMENTAIRES AU CONTRAT DE VILLE ....................................................12

IV. L’ANIMATION ET LE SUIVI DU PLAN .................................................................................19

ANNEXES
  1. Territoire vécu ...........................................................................................................................................................21
  2. Groupes de travail du quartier ...........................................................................................................................23
  3. Modalités d’articulation des crédits de droit commun et des crédits spécifiques .................................................24
  4. Carte des enjeux prioritaires des 5 quartiers rennais et de Saint-Jacques-de-la-Lande .................................................................26

Préambule

Le contrat de ville de la métropole rennaise a été signé le 20 avril 2015 par l’ensemble des partenaires qui ont participé à son élaboration. Il est structuré autour de 3 piliers (Cohésion sociale, Cadre de vie et renouvellement urbain ; et Emploi formation développement économique) regroupant un ensemble de thématiques elles-mêmes traversées par des axes transversaux.

En outre, suite aux attentats de janvier, le Comité International Égalité et Citoyenneté du 6 mars 2015 a décidé de 66 mesures, qui traduisent les valeurs de la République et renforcent le pacte républicain. Un plan régional « égalité et citoyenneté » décline en Bretagne ces actions. En ce sens, une attention toute particulière sera apportée aux quartiers prioritaires de la Politique de la Ville, dans le département d’Ille-et-Vilaine, notamment par les interventions auprès des associations portant des actions à forte dimension éducative et sociale.

La déclinaison des orientations stratégiques du contrat de ville au niveau des territoires prioritaires se traduit dans l’élaboration de Plans d’Actions Territoriaux (PAT) à l’échelle de chacun des 5 territoires prioritaires rennais et du territoire de veille de la ville de Saint-Jacques-de-la-Lande.

Le contrat de ville de la métropole rennaise a validé 4 axes transversaux de mobilisation : la jeunesse ; l’égalité femmes-hommes ; la lutte contre les discriminations ; l’histoire et la mémoire des quartiers populaires. Chacun a fait l’objet d’une déclinaison autour d’enjeux opérationnels.

Le PAT n’est pas vocation à décliner l’ensemble des orientations stratégiques du contrat de ville, mais se concentre sur les 4 ou 5 enjeux spécifiques identifiés par le partenariat local sur chaque quartier.

La déclinaison des orientations stratégiques du contrat de ville au niveau des territoires prioritaires se traduit dans l’élaboration de Plans d’Actions Territoriaux (PAT) à l’échelle de chacun des 5 territoires prioritaires rennais et du territoire de veille de la ville de Saint-Jacques-de-la-Lande.

Le PAT n’est pas une déclinaison territorialisée de ces axes et enjeux. Par contre, les enjeux et objectifs spécifiques identifiés dans le PAT doivent être des leviers pour engager ou accentuer la mobilisation des signataires et des acteurs du territoire autour des problématiques identifiées pour ces quatre axes transversaux.
I. LE QUARTIER

1. CARTE DU TERRITOIRE PRIORITAIRE

Le nouveau territoire prioritaire de Cleunay se concentre sur le secteur d’habitat social. On dénombre 1 300 habitants dans ce secteur (§ 877 habitants dans l’ancien secteur CUCS en 2008). Ce nouveau découpage se substitue aux anciennes ZUS et zone CUCS.

L’identification des nouveaux quartiers règlementaires se fonde sur le critère unique de la pauvreté, c’est-à-dire la concentration des populations ayant des ressources inférieures à 60% du revenu médian (revenu médian sur le TP Cleunay : 9 200 €).

Pour compléter cette nouvelle géographie prioritaire, il convient de définir le territoire vécu qui correspond aux usages des habitants et aux lieux qu’ils fréquentent (écoles, équipements sportifs, culturels) et qui déborde le secteur règlementaire. Le territoire vécu est défini en annexe par la liste de ces équipements.

---

2. DONNÉES EMPLOI

Marché du travail - Mai 2015 - Demandeurs d’Emploi Fin de Mois (DFM)

Données disponibles sur le nouveau périmètre du quartier prioritaire

<table>
<thead>
<tr>
<th>Détail par catégories et évolutions annuelles</th>
<th>mai-15</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>catégorie A</td>
<td>162</td>
</tr>
<tr>
<td>catégorie B</td>
<td>13</td>
</tr>
<tr>
<td>catégorie C</td>
<td>34</td>
</tr>
<tr>
<td>DFM ABC</td>
<td>295</td>
</tr>
<tr>
<td>catégorie D</td>
<td>10</td>
</tr>
<tr>
<td>catégorie E</td>
<td>6</td>
</tr>
<tr>
<td>DFM ABLDE</td>
<td>215</td>
</tr>
</tbody>
</table>

Source : Pôle Emploi Bretagne

3. ATOUTS ET FAIBLESSES DU QUARTIER

Éléments issus du Plan Stratégique Local (PSL) élaboré en relation avec les habitants et les partenaires

Points forts et opportunités | Points faiblesses et de vigilance
--- | ---
Sur le plan urbain :
- un renouvellement urbain quasiement achevé
- une attractivité renforcée du quartier | Sur le plan social :
- une tendance à la fragilisation des habitants (isolement, vieillissement) et l’existence de poches de pauvreté
- peu de mixité dans le comité de quartier
- une absence de fréquentation de l’espace public par les jeunes
- une connexion politique emploi de la MEIF réduite par rapport aux autres quartiers

En matière de qualité de l’habitat et du cadre de vie :
- une grande diversité de l’habitat répondant aux besoins de toutes les populations (loyers, formes d’habitat...)
Concernant l’évolution du quartier :
- l’arrivée prochaine du métro au cœur du quartier
- des liens à développer avec le nouveau voisin de la Courrouze et le parc de Vilaine-Aval

Concernant l’évolution du quartier :
- l’articulation avec le quartier de la Courrouze (liaison, concurrence en matière d’équipements et de commerces...)
- la nécessité de fixer des priorités d’intervention parmi les actions restant à mener
4. CARTE DE LOCALISATION DES RESSOURCES DU QUARTIER
(ATEURS, ÉQUIPEMENTS...)

Liste des équipements et acteurs du quartier.

- Antipode MJC Rennes
- Bibliothèque Cleunay
- Collège Cleunay
- Groupe scolaire Champion de Cicé
- Complexe sportif et gymnase Cleunay Lesseps
- Maison de retraite Cleunay (CCAS Rennes)
- Maison des familles
- Cercle Paul Bert Cleunay
- Halte-garderie Cleunay
- Centre social Cleunay
- Clinique mutualiste La Sagesse
- Marché Cleunay
- Centre de loisirs Champion de Cicé
- Poste Rennes Cleunay
- Eglise Saint-Clément
- Complexe sportif Andrée Récipon
- Salle de sport Association Gazelec
- Complexe sportif Moulin du Comte
- Groupe scolaire Saint-Clément
- Espace Social Commun : 
  Centre Départemental d’Action Sociale, 
  Centre Communal d’Action Sociale, 
  Mission Locale, Espace Ressources Emploi
- Centre commercial de Cleunay
- Direction de quartier ouest
- Le Relais
## II. LES ENJEUX PRIORITAIRES POUR LE QUARTIER

### Enjeu 1 : Lutter contre l’isolement, recréer du lien social. De façon plus générale, conforter les initiatives favorisant le « vivre ensemble »

<table>
<thead>
<tr>
<th>Objectifs opérationnels</th>
<th>Existant / actions à conforter / leviers / acteurs</th>
<th>Manques / pistes de travail / actions à développer</th>
<th>Impacts attendus sur le quartier</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td><strong>Toucher les personnes qui ne fréquentent pas les équipements de quartier et semblent ne pas pratiquer d’activités de loisirs, accompagner les habitants</strong></td>
<td>Le Groupe « ensemble » piloté par le centre social, qui a pour objectif de mettre en place des actions qui permettent d’aller vers les publics. Il est à l’origine de la création du poste de médiatrice sociale. Actions les dimanches : Après-midi jeux ouverts à tous un dimanche/ mois à la Maison des familles. Animations de proximité menées par le centre social en lien avec les principaux partenaires du quartier (les 3 maisons, le Comité de Quartier...). Actions en faveur des personnes âgées par la Maison des familles/Neoota, etc.</td>
<td>Projet en cours d’accueil des nouveaux habitants (Centre Social, DDE, bailleurs). Carte Sortir : si elle semble bien utilisée par les habitants du quartier, l’information sur les équipements du quartier acceptable doit être renforcée au moment de la délivrance (remarque de la bibliothèque sur le faible nombre d’utilisateurs accueillis).</td>
<td>Moins de personnes en situation d’isolement social. (Indicateurs : 54,2% des « ménages » sont composés par 1 personne ! CCAS Cleunay : 2e antenne de Rennes pour les aides facultatives).</td>
</tr>
</tbody>
</table>

### Enjeu 2 : Poursuivre le travail entrepris avec les acteurs "jeunesse" dans le cadre du Projet Jeunesse de Territoire

<table>
<thead>
<tr>
<th>Objectifs opérationnels</th>
<th>Existant / actions à conforter / leviers / acteurs</th>
<th>Manques / pistes de travail / actions à développer</th>
<th>Impacts attendus sur le quartier</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td><strong>Poursuivre le travail partenarial sur les questions de jeunesse.</strong></td>
<td>Partenariat entre tous les acteurs jeunesse présents dans le cadre du PJT.</td>
<td>Maintenir la dynamique partenariale à travers des actions concrètes (interprofessionnelles, auprès des jeunes, des familles du quartier...). Besoin ressenti par les acteurs (Bibliothèque, MJC) de propositions à destination des pré-ados (lieux propices à l’échange informel et pas forcément «adossés» à une pratique). Travailler en amont avec les enfants (qui seront les futurs adolescents).</td>
<td>Accroître la participation des jeunes.</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>Santé, prévention, bien-être.</strong></td>
<td>Groupe « santé des jeunes » du PJT, travail sur la nutrition, les addictions.</td>
<td>Vigilance à maintenir avec un objectif de mieux toucher le « public cible ».</td>
<td>Impact en terme de santé publique. Favoriser la prise de parole et les questionnements des jeunes sur des sujets de santé, leur donner envie de participer à des projets de prévention, faciliter le recours aux professionnels de santé.</td>
</tr>
</tbody>
</table>
II. LES ENJEUX PRIORITAIRES POUR LE QUARTIER

**ENJEU 3 : Avoir un meilleur travail partenarial sur les enjeux éducatifs et sur ceux liés à la parentalité**

<table>
<thead>
<tr>
<th>Objectifs opérationnels</th>
<th>Existant / actions à conforter / leviers / acteurs</th>
<th>Manques / pistes de travail / actions à développer</th>
<th>Impacts attendus sur le quartier</th>
</tr>
</thead>
</table>

**ENJEU 4 : Emploi : développer des actions associant les acteurs du secteur avec l’objectif de faciliter un retour vers l’emploi.**

<table>
<thead>
<tr>
<th>Objectifs opérationnels</th>
<th>Existant / actions à conforter / leviers / acteurs</th>
<th>Manques / pistes de travail / actions à développer</th>
<th>Impacts attendus sur le quartier</th>
</tr>
</thead>
</table>


**ENJEU 5 : Aménagement, habitat, cadre de vie : agir au plus près des habitants par des actions de "gestion urbaine de proximité".**

<table>
<thead>
<tr>
<th>Objectifs opérationnels</th>
<th>Existant / actions à conforter / leviers / acteurs</th>
<th>Manques / pistes de travail / actions à développer</th>
<th>Impacts attendus sur le quartier</th>
</tr>
</thead>
</table>

| Adaptation de l’Habitat (cœur de quartier vieillissant). | Réhabilitation progressive par les bailleurs dans l’attente, dynamiser la bourse d’échanges inter-organismes (bailleurs) : commission trimestrielle | Logement en adéquation avec les attentes des habitants. |

| Intervenir sur les chemi- nements piétons dégradés. | Operation Tritout organisée chaque année au mois de novembre | Impliciter dans ces démarches les instances issues de la fabrique citoyenne dans une dynamique de travail renouvelée avec les habitants. |

| Veille sur l’offre médicale. | Des cabinets médicaux ferment sur le quartier | Poursuite du travail avec les différents partenaires (clinique, mutualité, médecins…). |

**II. LES ENJEUX PRIORITAIRES POUR LE QUARTIER**

**PLAN D’ACTIONS TERRITORIAL DE CLEUNAY**
III. LES ENGAGEMENTS COMPLÉMENTAIRES AU CONTRAT DE VILLE

Ville de Rennes-Rennes Métropole

**Emploi :**

Rennes Métropole et la Ville de Rennes ont défini en juin 2015, au vu des enjeux en matière d’emploi dans les quartiers prioritaires, un plan Emploi

Quartiers dont les 4 axes d’intervention sont les suivants :

Axe 1 - Renforcer l’impact des clauses sociales

Objectif : passer de 20 à 40 % de bénéficiaires issus des quartiers

Axe 2 - Proposer un vivier de compétences

Objectif : repérer 600 personnes motivées aux compétences attestées

Axe 3 - Favoriser la relation élèves entreprises

Objectif : constituer une bourse d’études pour les enfants des écoles en REP.

Axe 4 - Développer notre rôle d’employeur

Objectif : intégrer 50 services civiques de santé (accès aux droits et à la prévention, transport, logement, alimentation, tissu social, aménagement urbain) pour réduire les inégalités sociales de santé, en développant des actions engagées sur le territoire rennais, s’adressant à tous, avec une intensité plus forte ou une attention accentuée en direction des publics les plus fragiles que l’on retrouve en majorité sur les quartiers prioritaires de la Politique de la Ville

Les efforts supplémentaires décidés par la Ville pour les écoles situées en Réseau d’Éducation Prioritaire (23 écoles concernées et 35 % des effectifs scolaires des écoles publiques du 1er degré soit 4 800 élèves) sont les suivants :

- Renforcement des postes d’ASEM (+ 10 postes) dans les écoles en éducation prioritaire en lien avec les objectifs du Ministère de l’Éducation Nationale, notamment l’accueil des moins de trois ans ;
- Renforcement des interventions en éducation artistique et culturelle (classes orchestrales, résidences d’artistes, etc.) dans ces mêmes écoles ;
- Ouverture des ateliers le midi pour tous les enfants des écoles en REP, notamment pour ceux qui ne déjeunent pas dans les restaurants scolaires, avec une possibilité de retour à 23 h ;

**Éducation :**

La Ville de Rennes a décidé, à partir de septembre 2015, un renforcement des interventions sur les écoles en quartier Politique de la Ville (en complément des mesures mises en œuvres par l’État dans le cadre du Réseau d’Éducation Prioritaire).

Les efforts supplémentaires décidés par la Ville pour les écoles situées en Réseau d’Éducation Prioritaire (23 écoles concernées et 35 % des effectifs scolaires des écoles publiques du 1er degré soit 4 800 élèves) sont les suivants :

- Renforcement des postes d’ASEM (+ 10 postes) dans les écoles en éducation prioritaire en lien avec les objectifs du Ministère de l’Éducation Nationale, notamment l’accueil des moins de trois ans ;
- Renforcement des interventions en éducation artistique et culturelle (classes orchestrales, résidences d’artistes, etc.) dans ces mêmes écoles ;
- Ouverture des ateliers le midi pour tous les enfants des écoles en REP, notamment pour ceux qui ne déjeunent pas dans les restaurants scolaires, avec une possibilité de retour à 23 h ;

**Santé :**

Accompagnement des dynamiques de santé sur les quartiers et pilotage des Réseaux santé dans les quartiers de Rennes :

Les personnes les plus vulnérables sur le plan socio-économique ont un état de santé plus dégradé. Ainsi, la Ville de Rennes souhaite agir sur l’ensemble des facteurs qui peuvent influencer la santé (accès aux droits et à la prévention, transport, logement, alimentation, tissu social, aménagement urbain) pour réduire les inégalités sociales de santé, en développant des actions engagées sur le territoire rennais, s’adressant à tous, avec une intensité plus forte ou une attention accentuée en direction des publics les plus fragiles que l’on retrouve en majorité sur les quartiers prioritaires de la Politique de la Ville

La logique de travail développée dans le cadre des Ateliers Santé Ville, avec le soutien financier de l’État (ARS, CGET) et du Conseil régional se situe à la croisée de la Politique de la Ville et des politiques de santé. Il s’agit de décliner des actions développées à l’échelle de la ville et de soutenir, en parallèle, les dynamiques de santé dans les quartiers en favorisant un maillage territorial en matière de santé et de prévention, une participation active des acteurs présents sur les territoires ; c’est aussi veiller à la mobilisation et l’expression des habitants, pour générer des modes de coopération et de concertation entre habitants, élus locaux, institutions et associations dans l’élaboration et la mise en œuvre de projets territoriaux de santé.

La Ville accompagne des réseaux de santé sur 3 territoires, sur les quartiers de Maurepas, de Villejean et du Blosne. Ces dynamiques de réseau santé sont à développer sur les autres territoires

**Jeunesse :**

Réponse à l’appel à Projets Investissements d’Avenir :

Dans le cadre du programme investissements d’avenir, le gouvernement a lancé un appel à projets relatifs aux « projets innovants en faveur de la jeunesse », dont l’ANRU est l’opérateur. Il s’agit de favoriser, sur un territoire donné, la mise en place d’une politique jeunesse intégrée, dont les actions
bénéficient de manière prioritaire aux jeunes des quartiers relevant de la géographie de la Politique de la Ville.

Rennes Métropole et la Ville de Rennes ont confié à l’APRAS une mission de pilotage de la réponse rennaise à cet appel à projets.

Cette réponse rennaise vise à rassembler l’ensemble des acteurs de la cité autour d’un enjeu commun : construire un projet permettant de lutter contre les inégalités d’accès aux premières expériences chez les jeunes de 13 à 30 ans vivant sur le territoire de Rennes Métropole.

En mettant au cœur du projet la notion de parcours et en reconnaissant la singularité de chaque jeune, il s’agit de permettre aux jeunes d’être mieux accompagnés dans ces étapes déterminantes.

- **Plan d’éducation artistique :**

  L’éducation artistique et culturelle permet aux jeunes de développer leur sensibilité, leur liberté de choix, leur jugement critique, leur goût et d’explorer la diversité des propositions artistiques. Elle donne des clefs de lecture du monde, des réflexions sur le territoire de Rennes Métropole.

Elle donne des clefs de lecture du monde, des repères dans la Ville. Elle repose à la fois sur l’acquisition de savoirs, le contact avec les œuvres mais aussi sur la pratique artistique.

La Ville de Rennes a finalisé l’élaboration d’un Plan local d’éducation artistique et culturelle. Il est organisé autour de 4 axes :

- **Permettre à tous les jeunes de développer leur sensibilité, leur pratique et leur regard critique ;**
- **Développer la liberté de choix et l’ouverture à la diversité des cultures ;**
- **Favoriser les liens entre les différents temps de la vie de l’enfant ;**
- **Elargir le partage autour des enjeux de l’EAC**

Concernant le 1er axe, le développement de projets sur 2 à 3 années scolaires sera encouragé en favorisant autour des résidences d’artistes un temps avant et après la résidence.

Une attention particulière sera portée aux territoires prioritaires en instaurant pour les acteurs culturels un critère géographique dans le choix des œuvres, des artistes et des lieux, et en accompagnant des conventions de jumelage associant, dans les quartiers prioritaires, établissement scolaire et acteur culturel.

- **Habitat :**

  Rennes Métropole a adopté en décembre 2015, le nouveau Programme Local de l’Habitat (PLH) Parmi les 6 orientations stratégiques adoptées, 3 concernent plus particulièrement les enjeux relatifs aux quartiers prioritaires :

1. Garder le cap quantitatif et qualitatif en faisant preuve de souplesse et de réactivité ;
2. Différencier les objectifs et la programmation selon les territoires ;
3. Veiller aux conditions de l’attractivité des parc existants.

La déclinaison du PLH sera traduite notamment par la préparation, courant 2016 de conventions de mixité sociale.

- **Renouvellement urbain :**

Un protocole et un avenant préalables à la convention relative au nouveau programme de renouvellement urbain ont été signés avec l’ANRU et la Caisse des Dépôts concernant les quartiers du Blosne, de Maurepas (Projet d’Intérêt National) et de Villejean (Projet d’Intérêt Régional).

Concernant le 2e axe, le renouvellement urbain a pour objectif d’installer un processus de développement de projets sur 2 à 3 années scolaires encouragé en favorisant autour des résidences d’artistes un temps avant et après la résidence.

Une attention particulière sera portée aux territoires prioritaires en instaurant pour les acteurs culturels un critère géographique dans le choix des œuvres, des artistes et des lieux, et en accompagnant des conventions de jumelage associant, dans les quartiers prioritaires, établissement scolaire et acteur culturel.

- **Transparence publique :**

Décision territoriale de la Stratégie sécurité et prévention de la délinquance de la Ville de Rennes :

La stratégie territoriale de sécurité et prévention de la délinquance 2015-2020 (STSPD) du Conseil local de sécurité et de prévention de la délinquance de Rennes (CLSPD) a été élaborée, à l’impulsion de la Ville de Rennes et de façon collégiale. Cette STSPD est signée par la Maire de Rennes, le Préfet, le Procureur de la République et le Président du Conseil départemental. Elle mobilise un grand nombre de partenaires : services de la justice, partenaires associatifs de quartiers, structures jeunesse, habitants, bailleurs sociaux…

Les cellules de veille, qui se réunissent deux fois par an et par quartier, permettent aux partenaires d’avoir une connaissance actualisée des problématiques, de participer à l’analyse et à la qualification de ces problématiques, de définir et mobiliser leurs capacités d’intervention au regard de ces problématiques et de connaître et comprendre les capacités d’intervention des autres partenaires. Ces réunions sont complétées sur le Blosne (dans le cadre de la ZSP), sur Villejean et Maurepas, par des réunions plus restreintes Préfecture DDSP – Justice – Ville, qui permettent une coordination renforcée, le traitement et le suivi de certaines situations spécifiques.

- **Etat : Comité interministériel à l’Egalité et la Citoyenneté du 6 mars 2015**

Les attentats de janvier 2015 exigiaient une mobilisation renforcée des services de l’Etat pour conforter les valeurs de la République. Le Comité interministériel à l’Égalité et la Citoyenneté (CIEC) du 6 mars 2015 a ainsi présenté 60 mesures devant favoriser le vivre ensemble, dans le respect des valeurs de la République. En concertation avec le rectorat d’Académie, des Assises de la mobilisation pour les valeurs de la république à l’école ont eu lieu au printemps.
Dans la continuité de cette mobilisation, un plan régional « valeurs de la République : égalité et citoyenneté » a été élaboré. Il a pour objectifs :

- d’affirmer une culture commune et un engagement interministériel ;
- de valoriser la mobilisation des services de l’État en région Bretagne, en mettant en exergue les interventions en relation directe avec l’affirmation des valeurs de la République (laïcité, participation et engagement des jeunes, attention portée aux publics sensibles...) en plus de la mobilisation des crédits de droit commun ;
- de veiller à une déclinaison territoriale des interventions ;
- et de communiquer et sensibiliser en interne et externe.

Conseil Régional

La Région a adopté en avril 2015 un rapport d’orientation « La région Bretagne se mobilise pour les quartiers prioritaires de la politique de la Ville 2015-2020 ». L’engagement du Conseil régional de Bretagne en faveur des quartiers prioritaires du contrat de ville de Rennes Métropole s’inscrit dans la mobilisation de ses politiques de droit commun en faveur des populations de ces quartiers, en particulier dans les domaines suivants :

- le développement économique, par le soutien aux structures d’accueil et d’accompagnement aux créateurs-preneurs d’entreprise (ADIE, réseau Entreprendre Bretagne);
- la lutte contre les fractures numériques et l’aide au développement des usages pour permettre une plus grande inclusion sociale des habitants, via le dispositif des Visas Internet ;
- le maintien des services collectifs, notamment en matière de culture (dispositif Sortir!), de sport (chèque sports), d’éducation (lycées), de transports (deuxième ligne de métro) ou de santé (animation territoriale de santé);
- l’amélioration de la qualité du logement et de l’habitat, par l’aide à la réhabilitation du parc social ;
- la promotion d’un égal accès aux droits et à l’information des jeunes, par le soutien aux structures d’information jeunesse et la lutte contre les discriminations.

Par ailleurs, la Région accorde une importance particulière aux questions d’emploi et de formation professionnelle.

En matière d’emploi, elle mobilisera ses différents dispositifs tels que les Actions Territoriales Expérimentales (ATE), en particulier dans le domaine du recrutement et de l’insertion par l’activité économique, ainsi que les aides à l’insertion professionnelle des jeunes par l’accompagnement aux différents dispositifs tels que les Actions Territoriales Expérimentales (ATE), en particulier dans le domaine du recrutement et de l’insertion par l’activité économique, ainsi que les aides à l’insertion professionnelle des jeunes par l’accompagnement au développement de projets, à l’instar de l’expérimentation de covent de coopérative jeunesse de services dans le quartier de Maurepas.

En matière de formation professionnelle, l’ensemble des dispositifs de formation initiale et continue seront mobilisés en faveur des populations de ces quartiers à travers la Mission de la Formation Professionnelle du Pays de Rennes et des prescripteurs telle que la Mission locale.

L’action de la Région s’inscrira dans le plan élabore en 2015 en lien avec la Maison de l’emploi de Rennes (MEIF) et avec les acteurs des quartiers prioritaires pour faciliter l’accès des habitants à la formation, qui cible 4 axes d’intervention :

1. favoriser l’information, l’interconnaissance et le partenariat entre les acteurs de l’emploi, de l’insertion et de la formation professionnelle, par l’organisation de temps d’échanges sur la formation et d’actions de sensibilisation sur la lutte contre des discriminations ;
2. améliorer l’information des habitants sur les formations et les métiers, en organisant des événements dédiés et en favorisant la participation aux actions déjà existantes ainsi qu’en facilitant les stages en entreprises pour les élèves de 3e ;
3. promouvoir l’alternance et particulière-ment l’apprentissage auprès des publics et des entreprises en partenariat avec les organismes de formation (ex : les CFA) et les structures d’accompagnement ;
4. développer l’information et les outils de communication dans le cadre d’un groupe de travail associant les acteurs et les habitants, dans l’objectif de construire des supports de communication adaptés à l’usager.

La meilleure articulation possible sera recherchée entre ce plan d’actions, celui de Rennes Métropole et de la Ville de Rennes pour l’emploi des habitants de ces quartiers.

Conseil Départemental


Association départementale des Organismes HLM

Les bailleurs sociaux intervenant dans les quartiers prioritaires et sur le territoire de veille de Rennes Métropole s’engagent à établir individuellement une convention d’utilisation de l’abattage de TFPB pour le 31 décembre 2015, conformément au cadre national. Ils prendront appui sur les démarches et diagnostics existants et validés...
localement. Cette convention cadre, associant l'État les collectivités locales et les associations représentant les locataires, définira les modalités d'élaboration des programmes d'action. Elle fera l'objet d'avenants annuels à caractère opérationnel. Ceux-ci préciseront les programmes d'actions valorisés, en tenant compte des évaluations partagées et des démarches de gestion urbaine et sociale de proximité portées par les collectivités.

Au-delà des obligations individuelles, une démarche collective inter-organismes sera également portée afin d'optimiser l'animation et l'efficience de ces plans d'actions.

Agence régionale de Santé

L'ARS développe une politique de réduction des inégalités sociales de santé visant à permettre l'accès à la prévention et aux soins pour tous :

- en s’assurant que les dispositifs de droit commun sont accessibles et adaptés à tous les publics et en soutenant des dispositifs spécifiques favorisant cet accès si nécessaire ;
- en contribuant à mobiliser les différentes politiques publiques pour mieux prendre en compte les manques constatés lors de son appel à projet annuel ;
- mutualiser les différentes démarches de coordination entre les acteurs initiant des projets de santé (logement, transports, environnement).

Sur le territoire de Rennes, le Contrat Local de Santé construit avec la Ville de Rennes, en cohérence avec ces orientations et associant l’ensemble des partenaires du territoire, constitue pour l’ARS l’outil principal pour décliner des actions au plus près des habitants et mettre en œuvre ainsi le volet « santé » du contrat de ville.

Ainsi, l’ARS s’engage à :
- contribuer au diagnostic et à la mise en œuvre d’un tableau de bord sur la santé des habitants de la ville et notamment sur les quartiers prioritaires ;
- favoriser la cohérence des parcours des publics des quartiers prioritaires et éviter les ruptures ;
- renforcer l’accès aux soins de premier recours notamment en accompagnant les Pôles et Maisons de Santé Pluridisciplinaires en projet, afin de stabiliser l’offre de médecine libérale sur ces territoires ;
- s’assurer d’une offre de prévention suffisante sur les quartiers au regard du diagnostic en tenant compte des manques constatés lors de son appel à projet annuel ;
- mutualiser les différentes démarches de coordination entre les acteurs initiées pour des publics ciblés (personnes âgées ou en situation de grande précarité) en expérimentant des dispositifs d’appui et de concertation.

Une instance spécifique pour l’animation et le suivi du présent PAT sera mise en place. Elle sera co-animée par l’État et la Ville et devra travailler en lien et en articulation avec les autres dispositifs (Projet de Réussite Educative, Gestion Urbaine de proximité…), aux différents groupes de travail et commissions (cf. annexe 2). Elle associera des représentants techniques des principaux signataires, des membres du conseil citoyen et des associations ou équipements du quartier.

Missions envisagées :
- Construire des diagnostics partagés pour alimenter la connaissance des besoins du territoire, faire circuler l’information concernant les actions du PAT ;
- Veiller à la cohérence et à la pertinence des actions avec le plan global du PAT du territoire ;
- Valider, impulser la mise en place d’actions au regard des besoins repérés sur le territoire ;
- Permettre l’évaluation quantitative et qualitative des actions au regard des attentes du contrat de ville.

Cette instance devra porter une attention particulière, à l’échelle du quartier et dans le cadre du travail sur chacun des enjeux retenus, aux points suivants qui renvoient aux axes transversaux du contrat de ville.

Prise en compte des axes transversaux

Les points suivants seront plus précisément pris en compte.

Jeunesse :

- Mettre en place ou pérenniser une instance dédiée à la coordination des acteurs jeunesse à l’échelle du quartier, en complémentarité des groupes thématiques existants. Ce cadre collaboratif permet d’échanger expériences et connaissances des nouvelles pratiques juvéniles, des inégalités qui traversent les jeunes, et d’établir les bases d’un projet d’intervention spécifique auprès des jeunes qui s’appuie sur la définition d’un socle commun d’engagements. La mise en relation entre les professionnels jeunesse et les professionnels plus spécialisés facilite ensuite la conception d’actions spécifiques ou adaptées aux aspirations des jeunes.
Égalité femmes/hommes - lutte contre les discriminations :

- Développer des actions de formation au bénéfice des acteurs de quartier et porteurs de projet, afin de développer une approche intégrée des enjeux de promotion de l’égalité (genre, origine, âge…) et de lutte contre les discriminations au sein des projets développés dans les différents piliers du contrat de ville ;

- Développer les bilans sexués, les analyses de la participation par âge, ainsi que des actions permettant d’engager un travail d’objectivation des discriminations liées à l’origine réelle ou supposée à travers l’expérimentations d’outils tels que les testings, enquêtes, lieux d’écoute ;

- Apporter une vigilance particulière à la participation citoyenne des jeunes, des femmes, des personnes pouvant être victimes de discriminations. Cette vigilance renvoie à la prise en compte de leur invisibilité, de leur place dans l’espace public, de leurs conditions de vie et à la reconnaissance de leurs expertises. Des actions spécifiques sont à mener pour lever des freins à la participation, notamment en facilitant les rencontres avec les élus et les décideurs, en favorisant l’action par les « pairs », en développant les méthodes de collecte de la parole et en tenant compte de leur expertise lors des temps de concertation sur les politiques publiques.

Histoire et mémoire des quartiers populaires :

- Veiller à ce que le soutien d’actions mémorielles, notamment dans le cadre du renouvellement urbain, soit utilisé comme un levier pour construire une histoire plus inclusive des quartiers populaires, avec la vigilance que ce récit des quartiers populaires soit pleinement intégré à l’histoire de la ville.

L’attention aux problématiques et le développement d’actions relevant des objectifs prioritaires du PAT intégrant concrètement ces enjeux transversaux doivent permettre de progresser dans la mise en œuvre des orientations actées dans le contrat en matière de jeunesse, de lutte contre les discriminations, d’égalité femmes-hommes et de valorisation de l’histoire et de la mémoire des quartiers populaires.

Territoire vécu

Pour compléter la nouvelle géographie prioritaire et afin d’éviter les effets de « zone », il convient depuis la loi de février 2014 portant sur la réforme de la Politique de la Ville de définir les territoires vécus. Ils correspondent aux usages des habitants et aux lieux qu’ils fréquentent (écoles, équipements sportifs, zones d’activité…) qui débordent souvent le strict périmètre réglementaire. Ils permettent d’y intégrer les services publics, équipements publics et opérateurs associatifs situés hors du quartier réglementaire, dès lors que leur action bénéficie aux habitants de ces quartiers. Ils seront définis dans le cadre du travail qui sera réalisé sur les Plans d’Actions Territoriaux (PAT) (cf. III.1.A.b.) et feront l’objet d’un avenant au présent contrat.

Ressources socio-culturelles et associatives

- L’Antipode MJC Rennes / salle de musiques actuelles ;
- La bibliothèque Cleunay (bibliothèque municipale). Ces 2 établissements au titre de leur localisation actuelle et future ;
- Le Centre Social ;
- L’association des 3 Maisons (pour son antenne de la Maison des Familles) ;
- Le Cercle Paul Bert Cleunay ;
- Cité et médiation secteur Ouest ;
- Le service de prévention spécialisé SEA 35, Le Relais ;
- Le Comité de Quartier Cleunay ;
- L’association « Vivre Ensemble » ;
- L’association Courrouz’if ;
- L’association Tout’Atout.

Emploi

- Pôle Emploi ;
- La Mission Locale.

Commerces

- Le centre commercial de Cleunay ainsi que les autres commerces du quartier ;
- Le marché de Cleunay.
Équipements sportifs
• Le complexe sportif Andrée Récipon ;
• Le complexe sportif Cleunay Lesseps ;
• Le complexe sportif Moulin du comte ;
• Les étangs d’Apigné et plus globalement le secteur de loisirs de la Prévalaye ;
• Tennis Cleunay-Lesseps ;
• Salle de sport Association Gazelec.

Équipements médico-sociaux
• La maison de retraite de Cleunay ;
• Clinique mutualiste La Sagesse.

Transports
• 2 lignes urbaines de bus (6 et 9) assurent le lien avec le centre-ville. L’arrivée du métro au cœur du quartier sera un atout supplémentaire.

Service lié à la vie quotidienne
• Poste Rennes Cleunay.

Lieu de culte
• Église Saint-Clément.

Services liés à la vie quotidienne
• Poste Rennes Cleunay.

Acteurs institutionnels
• Les bailleurs sociaux (Néotoa, Archipel Habitat) ;
• L’espace social commun de Cleunay : Centre Départemental d’Action Sociale (CDAS) Cleunay/St Cyr / Antenne CCAS Cleunay / Mission locale ;
• La Direction de quartiers ouest implantée au sein du quartier.

Ressources éducatives et enfance
• Le groupe scolaire Champion de Cicé (maternelle et élémentaire) ;
• Le groupe scolaire Saint-Clément (maternelle et élémentaire) ;
• Le collège de Cleunay ;
• Halte-garderie Cleunay ;
• Accueil de loisirs Champion de Cicé.

2. Groupes de travail du quartier

<table>
<thead>
<tr>
<th>Thème</th>
<th>Instance</th>
<th>Objet et modalités de travail</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Vivre ensemble</td>
<td>Groupe &quot;Ensemble&quot;</td>
<td>Piloté par le Centre Social, il rassemble autour de la table : la Direction de Quartiers Ouest (DQQ), le Centre Communal d’Action Sociale (CCAS), le Centre Départemental d’Action Sociale (CDAS); Les structures sociales des quartiers 3 et 9, les bailleurs et les associations d’habitants. Objet : œuvrer pour la cohésion sociale du quartier avec une attention particulière pour les secteurs les plus fragiles (isolement, précarité, discriminations).</td>
</tr>
<tr>
<td>Éducation Enfance Jeunesse</td>
<td>Commission Éducation Enfance et Jeunesse</td>
<td>Présidée par l’élue en charge du secteur Éducation/Enfance et l’inspecteur de l’Éducation Nationale de la circonscription, elle regroupera tous les acteurs potentiellement concernés par cette thématique. Objet : coordonner le travail des acteurs Éducation/Enfance au bénéfice du territoire et plus particulièrement des publics qui nécessitent une attention particulière (précarité sociale, échec scolaire, parentalité...).</td>
</tr>
<tr>
<td>Petite enfance</td>
<td>Groupe «Petite Enfance»</td>
<td>Piloté par le Centre Social. Présence de tous les acteurs concernés par le thème de la petite enfance (DQQ, crèches, MJC...). Objet : dynamiser l’action des acteurs du secteur de la petite enfance (0 – 3 ans), échanger, partager, créer un réseau.</td>
</tr>
<tr>
<td>Sécurité et tranquillité publique</td>
<td>Cellule de veille</td>
<td>La cellule de veille est organisée deux fois par an pour faire un point régulier des problématiques de sécurité et tranquillité publique et de leurs évolutions. Il s’agit de réaliser un suivi des situations par la mise en place d’un dialogue entre les services municipaux, les bailleurs sociaux, la police nationale, la police municipale... Objet : échanger sur les problématiques, suivre les actions, veiller sur la situation du quartier à long terme.</td>
</tr>
</tbody>
</table>
3. Modalités d’articulation des crédits de droit commun et des crédits spécifiques

Pour donner une meilleure efficacité aux crédits spécifiques de la Politique de la Ville, dans un contexte financier contraint, il est essentiel de revenir aux « fondamentaux» en termes d’objectifs poursuivis. La vocation des crédits spécifiques est de ne pas se substituer aux crédits et moyens du droit commun mais d’agir essentiellement dans 3 directions pour favoriser :

- la transversalité,
- l’expérimentation,
- les dynamiques ascendantes.

Ainsi, les actions soutenues dans le cadre des crédits Politique de la Ville, en plus de répondre aux enjeux prioritaires de quartier du présent document, devront s’inscrire dans les principes suivants :

**TRANSVERSALEITÉ (APPROCHE GLOBALE)**

Type d’action : s’agit-il d’une action transversale, multithématique ou en quoi favorise-t-elle une appréhension globale ?

Public concerné : s’agit-il d’une action qui favorise la mixité sociale, générationsnelle, voire géographique ou en quoi y conduira-t-elle ?

Portage de l’action : en quoi cette action renforce le partenariat et/ou la coopération entre acteurs ?

**EXPÉRIMENTATION (APPROCHE COMPLÉMENTAIRE AU DROIT COMMUN)**

Type d’action : en quoi ce projet est-il innovant, expérimental (en termes d’actions, d’implantation, de méthode…) ? S’il s’agit d’une action récurrente, prise en compte de l’évaluation des actions passées pour valider la prolongation ou la reconduction.

Public concerné : en quoi le public est nouveau (habituellement pas mobilisé et pourquoi) ? Être en mesure de préciser l’impact de ce projet sur les publics des territoires prioritaires (indicateurs quantitatifs à formaliser) ; cela sera particulièrement important pour pouvoir évaluer l’action des associations.

Approche complémentaire au droit commun : comment peut-on vérifier qu’il ne s’agit pas d’une « substitution», d’un effet d’opportunité ?

Effet-retour : est-il envisagé en matière de :

- partenariat avec le ou les services concernés,
- modalité d’évaluation (quels sont les critères qui seront utilisés pour statuer de son succès ou non ?),
- à quelle échéance (durée du projet) ?

**DYNAMIQUES ASCENDANTES (DÉMARCHE DE DÉVELOPPEMENT LOCAL)**

Type d’action : s’agit-il bien d’une action « territorialisée» ?

Public concerné : en quoi cette action favorise :

- la participation des habitants et la co-construction ?
- un petit groupe ou bien l’ensemble des habitants du quartier ?
- en quoi a t’elle un effet d’entraînement, une utilité sociale en contribuant à la dynamique collective, au vivre ensemble ou à la cohésion sociale au sein du quartier ?

Porteurs : s’agit-il d’un financement déterminant pour la pérennité d’une association et/ou d’une dynamique engagée sur le quartier ?

Priorité du quartier (PAT) : en quoi cette action répond-elle aux objectifs prioritaires du quartier ?
4. Carte des enjeux prioritaires des 5 quartiers rennais et de Saint-Jacques-de-la-Lande

Éducation et parentalité
Emploi et développement économique
Aménagement, cadre de vie et tranquillité publique
Accès aux soins et bien-être
Vivre ensemble sur Villejean

Éducation et insertion
Accès au sport, culture et loisirs
Aménagement et cadre de vie
Vivre ensemble

Promouvoir l’insertion de tous les habitants
 Favoriser l’accès à la citoyenneté
 Égalité des chances et solidarité

Saint-Jacques-de-la-Lande

Légende
- Territoire de veille
- IRIS (impactés par les quartiers prioritaires)
- Quartier prioritaire